



Jean-Luc Mélenchon présidentielle 22 Avril



Julie Meunier

Joëlle Bauquel (suppléante)

vos candidates aux élections législatives

www.juliemeunierfrontdegauche2012.fr

PCF

Parti communiste français

Parti de
Gauche

ÉCOLOGIE • SOCIALISME • RÉPUBLIQUE


gauche
UNITAIRE

LA FÉDÉRATION
<http://federation.org>
pour une alternative sociale et écologique

DANS LES RUES ET DANS LES URNES

PRENONS LE POUVOIR

Ces dernières années, nous avons mené des luttes pour l'emploi, les salaires, les retraites, la protection sociale, les services publics. Elles se sont heurtées à l'opposition des financiers et du patronat, mais aussi aux pouvoirs en place.

Pour aboutir, les luttes ont besoin d'une perspective politique et d'une plus grande influence du Front de gauche avec des députés communistes, du Parti de gauche et unitaires à l'Assemblée Nationale.

La gauche est placée devant un défi : affronter la plus grave crise que le capitalisme ait connue depuis 1929. Elle doit être à la hauteur et ne pas décevoir de nouveau. Elle ne peut laisser sans espoir des citoyens dans la difficulté et inquiets de l'avenir. Elle doit offrir des perspectives aux résistances des travailleurs et aux mobilisations des indignés. Elle doit porter de grandes réformes progressistes et s'attaquer au pouvoir des banques sur nos vies.

Un président, une majorité de gauche doivent nous permettre de vivre mieux

Les services publics,
ce sont les biens de ceux
qui n'ont plus rien.
Pierre Laurent

à l'entreprise : emploi, pouvoir d'achat, conditions de travail, protection sociale, droits nouveaux. Pour cela, il faut refuser l'austérité et imposer une autre politique : mesures contre la spéculation, maîtrise publique du système bancaire, réorientation européenne, réforme de la fiscalité, partage des richesses, politique industrielle, relance sociale et écologique.

C'est l'ambition du Front de gauche avec le front des luttes : conjuguer dynamique sociale et politique pour battre la droite, bousculer la gauche, faire prévaloir une ambition de changement et créer les conditions d'une majorité déterminée à gouverner contre les marchés financiers.

Le vote Front de gauche, c'est un vote de conviction qui va compter pour battre Sarkozy et sa politique et faire gagner une vraie gauche qui s'attaque aux puissants pour se mettre au service de l'intérêt des travailleurs !

Quand on est de gauche, on vote Front de gauche !



**Voter pour le Front de Gauche
c'est donner une perspectives aux luttes sociales**

L'EMPLOI INDUSTRIEL S'INVITE DANS LA CAMPAGNE

Nombreux sont ceux qui semblent redécouvrir les vertus de l'industrie en période électorale.

L'industrie a perdu 300 000 emplois en 5 ans.

Dans notre pays, le mode de production actuel tend vers une société de services voulue par les financiers au détriment de l'industrie.

Nous n'acceptons pas cette évolution et voulons **reconstruire un tissu industriel diversifié**, parce que **l'urgence écologique** implique de relocaliser la production auprès des lieux de consommation et que **l'urgence sociale** commande de lutter contre le chômage ouvrier.

Avec le pôle public bancaire, nous impulserons notamment :

- des **plans industriels** pour relocaliser des productions,
- la constitution de **pôles de coopération** liant recherche, formation, production et

emploi,

- la revitalisation des branches industrielles par région,
- les économies d'énergie et les énergies renouvelables,
- la rénovation des infrastructures ferroviaires et le ferroutage,
- la construction et la rénovation écologique de logements sociaux.



Front national, LA TROMPERIE

Marine Le Pen parle de la France, des travailleurs, du social. Les médias complaisants voudraient en faire la porte-parole des ouvriers.

En vérité, elle n'aime ni le monde du travail, ni la solidarité, ni la liberté. Elle se dit contre le système, mais elle n'attaque pas ses responsables (banquiers, actionnaires, patrons) et préfère s'en prendre aux plus faibles et aux immigrés. Elle prétend se préoccuper des questions sociales, mais ne soutient pas les luttes des salariés : elle a qualifié les

manifestants contre la réforme des retraites d' "émeutiers".

Sa politique de repli nationaliste serait catastrophique pour le développement économique et pour l'emploi dans notre pays.

Là où ses amis sont au pouvoir en Europe, les riches dorment sur leurs deux oreilles ; ce sont les droits démocratiques qui sont menacés.

Priorité aux besoins

La sécurité sociale professionnelle

En 1945, la Sécu a été créée pour protéger des risques de la maladie et de la vieillesse. Actuellement, Pôle emploi n'indemnise qu'un chômeur sur deux, l'exclusion guette les chômeurs de longue durée. **Il est temps de construire une véritable sécurité contre le risque du chômage.**

La sécurité sociale professionnelle assurera au travailleur privé d'emploi la

continuité des droits et de la rémunération, une formation professionnelle qualifiante, une réinsertion dans un emploi équivalent, des dispositions adaptées pour les jeunes en difficulté.

Il n'y a pas un seul progrès social qui n'est été acquis par la lutte et par loi
Jean-Luc Mélenchon

Un emploi, un vrai travail, une vie digne

Le chômage et l'insécurité sociale minent les individus et la société. Dans le même temps, d'autres subissent l'exploitation et l'intensification du travail et pour certain-e-s la souffrance au travail. Des mesures fortes s'imposent :

- **abrogation des lois de régression sociale** prises par la droite contre les salariés, les retraités et les chômeurs,
- **nouveaux droits aux salariés** pour lutter contre les licenciements,
- **restauration des 35 heures sans perte de salaire**, amélioration des conditions de travail,
- **lutte contre la précarité** : requalification des faux CDD en CDI, fixation d'un quota maximum de précaires par

entreprise, droit de passage à temps plein des salariés à temps partiel, intégration des intérimaires permanents,

- **retour au droit à la retraite à 60 ans à taux plein**, le départ des seniors doit libérer des emplois pour les jeunes et les chômeurs,
- **arrêt des suppressions d'emplois publics et des privatisations**, création d'emplois dans les services publics pour combler les déficits patents, création de nouveaux services publics (petite enfance, perte d'autonomie),
- **plan d'investissement public** pour la relance de la demande sociale et de l'emploi et la réorientation écologique de notre mode de production.

Un autre partage des richesses

8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté alors que notre pays n'a jamais produit autant de richesses. Depuis vingt ans, le partage s'est fait au détriment de la rémunération du travail, au bénéfice du capital. Nous voulons changer cela par la réforme fiscale et par une autre répartition des revenus :

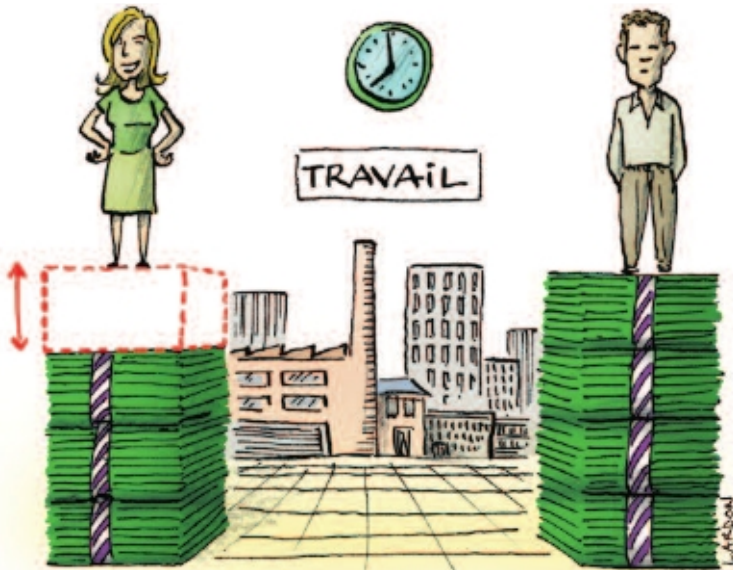
- **augmentation du SMIC** pour aller à 1700 euros, **revalorisation des salaires**, indexation sur les prix pour maintenir le

pouvoir d'achat.

- **augmentation des minima sociaux** pour qu'aucun revenu ne soit en dessous du seuil de pauvreté, aller vers un **minimum retraite** au niveau du SMIC .

- **mise en place d'une rémunération maximum**, taxation des dividendes des actionnaires et suppression des « bonus » et « stock-options ».

- **remise à plat des exonérations de cotisations sociales** dont bénéficient les employeurs.



A travail égal, salaire égal

Cette vieille revendication doit devenir réalité. La France de l'égalité n'est pas au rendez-vous à l'entreprise.

Les femmes sont discriminées, avec 27 % de salaire en moins que les hommes. Vieilles mentalités, les femmes sont vouées au domestique, si elles travaillent,

c'est pour l'appoint. Pas de double peine pour les femmes, soumises à l'exploitation capitaliste et la domination patriarcale !

La législation sera renforcée et prévoira de lourdes pénalités pour les entreprises contrevenantes.

EMPLOI, ARGENT

Des pouvoirs aux salariés

Pour les actionnaires, seul compte le profit. Les salariés ne sont pas considérés dans leur travail et lui redonner un sens positif. Nous voulons **instaurer une véritable citoyenneté d'entreprise** et donner aux salariés les moyens d'y intervenir. Le pouvoir économique ne sera plus entre les mains des seuls actionnaires, **les salariés et leurs représentants pourront participer** aux choix d'investissement en tenant compte des priorités sociale, écologique et économique, démocratiquement débattues :

- droit d'expression et d'initiative sur les conditions de travail, représentation dans

les conseils d'administration,
- contrôle administratif permettant d'**interdire les licenciements abusifs**,
- **droit de veto** suspensif pour les représentants des salariés,
- commissions régionales et départementales de l'emploi et du développement économique (employeurs, syndicats, élus, préfet) pour examiner les alternatives aux licenciements et délocalisations,
- **droit de reprise par les salariés** des entreprises délocalisant ou déposant leur bilan .

Il faut mettre fin au management technocratique, inhumain et inefficace.

LES MOYENS DE NOS AMBITIONS

Un pôle public bancaire

Les banques privées ne prêtent qu'en fonction de la rentabilité financière des investissements et non de leur utilité économique, sociale et écologique.

La puissance publique doit **avoir les moyens d'investir en fonction de l'intérêt général**. Nous créerons un pôle financier public par la mise en réseau des institutions financières publiques existantes, des banques et des assurances mutualistes dans le respect de leurs

statuts, avec la nationalisation de banques et de compagnies d'assurances.

Chargé d'**une véritable mission de service public du crédit et de l'épargne**, il sera au service de l'emploi, des salaires et de la formation, de l'innovation et de la recherche, de la politique industrielle, des PME-TPE et de la transition écologique. Il permettra de desserrer l'étau que les marchés financiers font peser sur l'économie réelle.

Aux présidentielles et aux législatives je vote Front de Gauche !

nom, prénom :

adresse :

courriel :

tél :

Contact: Fédération du PCF, 36 Boulevard d'Austrasie 54 000 Nancy